

Solidarité

Caritas face à une augmentation de la grande précarité

Par rapport à l'année 2022, l'activité de Caritas Alsace a augmenté de 20 % l'an dernier. Cette hausse se poursuit sur le même rythme en 2024. L'association caritative, qui soutient plus de 13 000 foyers, doit aussi s'adapter à l'évolution de la précarité.

Avec ses 2 000 bénévoles répartis dans 80 lieux d'accueil sur l'ensemble du territoire, Caritas Alsace du réseau Secours catholique, a dû s'adapter à une pauvreté qui a évolué entre 2022 et 2023. « La moitié des personnes qui viennent voir Caritas déclarent gagner moins de 400 € par mois (+ 2 % par rapport à 2022). Dans le même temps, 6 % des personnes qui s'adressent à nous vivent avec des ressources mensuelles supérieures à 1 200 € (+2%). Cela illustre un accroissement de la grande précarité et une part plus importante de travailleurs pauvres », commente Arnaud Fritsch, directeur général de la fédération de charité Caritas Alsace.

Pour s'adapter à l'évolution de la précarité, Caritas a aussi mis en place des permanences sur les campus car « la pauvreté touche un public plus jeune », organise des maraudes à vélo avec l'association les Vélos du cœur « transformée en équipe Caritas » pour distribuer des co-



À l'épicerie solidaire de Caritas au Neuhof, à Strasbourg, les personnes aidées payent 10 % du prix affiché. Photo Thomas Toussaint

lis alimentaires hors du centre-ville de Strasbourg. L'association s'est également implantée dans les vallées.

En 2023, 241 780 heures de bénévolat ont permis d'aider 13 109 foyers, d'accompagner 683 enfants, d'assurer 111 753 passages dans les lieux d'accueil, ou encore de distribuer 783 tonnes d'aide alimentaire. Par rapport à 2022, l'activité de Caritas Alsace a augmenté de 20 % sur un an. Et les perspecti-

ves pour 2024 ne sont pas meilleures. Dans la permanence de Strasbourg centre, 120 petits-déjeuners sont distribués chaque jour, contre 80 en 2023. « De plus en plus de travailleurs pauvres viennent le matin après s'être occupés de leurs enfants », note Arnaud Fritsch.

À Colmar, le budget petit-déjeuner s'élève à la mi-octobre à 2 700 €, contre 890 € sur l'année 2023. À Obernai, de janvier à octobre, le nombre de passa-

ges pour des distributions de produits alimentaires et d'hygiène est passé de 60 en 2022 à 150 en 2024. Mais avec un budget stable de 5,6 millions d'euros, issu à 45 % de dons et 22 % de legs, Caritas doit faire des « arbitrages forts. « La part de l'aide financière directe ne bougera pas alors que nous augmenterons la part de budget consacré à l'achat de l'aide alimentaire », explique Arnaud Fritsch.

En attendant l'arrivée de

Les profils des personnes aidées ont évolué

Les profils des personnes reçues dans les lieux d'accueil de Caritas Alsace ont évolué en dix ans. Si les couples avec enfants (28 %), les mères isolées (26 %), et les pères isolés (4 %) restent majoritaires, la part des femmes seules atteint 14 %, les hommes seuls représentent 21 % des bénéficiaires

et les couples sans enfant 7 %. Toutes les catégories d'âge sont représentées, avec une majorité de 25 - 39 ans (36 %).

Par origine, les personnes issues de France et d'Europe constituent 70 % des bénéficiaires, 13 % sont originaires d'Afrique subsaharienne, 7 % du Maghreb.

chaîne du nouveau directeur de Caritas Alsace, Louis-Marie Perrin, issu du monde de l'entreprise - Nicolas Kientz qui avait succédé à Olivier Coupry n'a pas été au terme de sa période d'essai -, l'organisation peut compter sur de nouvelles forces vives. Au sein de ses 2 000 bénévoles, plus de 400 ont rejoint l'association en 2023.

« On payait nos factures, mais on n'avait plus de quoi manger »

Parmi eux se trouvent des personnes qui ont pu se relever grâce à la main tendue de Caritas. « Nous étions perdus comme nous sommes arrivés en France en 2020 », se souvient Youla, une réfugiée politique syrienne. Ancienne professeure de biologie, elle travaille au-

jourd'hui comme accompagnante d'élèves en situation de handicap (AESH). Avec son mari et ses deux enfants, elle a trouvé chez Caritas « de l'aide alimentaire, du lien social », ce qui a permis à la famille d'obtenir un logement à Molsheim.

Caritas a également « ouvert les bras » à Patrick et son épouse, un couple de Guebwiller victime d'un accident de la vie. « J'étais chauffeur routier, nous vivions bien. J'ai été victime d'un AVC il y a deux ans, à 58 ans. Le monde s'est écroulé, on payait nos factures, mais on n'avait plus de quoi manger », raconte Patrick, qui a retrouvé le plaisir de vivre en tant que bénévole. Il y a aussi Cheyenne, 75 ans, qui a une idée en tête : « Utiliser les bâtiments abandonnés pour les sans-abri. »

● Jean-François Clerc

Transport

La Fnaut lance l'alerte sur la hausse du trafic transfrontalier

Le 23^e congrès de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut), qui doit se tenir ce samedi 16 novembre de 9 h à 16 h 30 à la maison de la région Grand Est, à Mulhouse, en présence d'une centaine de participants. Deux tables rondes scanderont la journée, autour d'un thème unique : les politiques liées à la mobilité transfrontalière internationale, un enjeu d'abord envisagé à l'échelle hexagonale le matin, puis au niveau du secteur des Trois frontières (Mulhouse, Bâle et Fribourg) l'après-midi. Parmi les intervenants, Dimitri Berli, responsable du trafic international des chemins de fer fédéraux suisses (SBB-CFF) devrait faire « une annonce importante, susceptible de bouleverser le droit du voyageur » (pour le mieux).

Le 23^e congrès de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut) doit se tenir ce samedi 16 novembre de 9 h à 16 h 30 à la maison de la région Grand Est, à Mulhouse, en présence d'une centaine de participants. Deux tables rondes scanderont la journée, autour d'un thème unique : les politiques liées à la mobilité transfrontalière internationale, un enjeu d'abord envisagé à l'échelle hexagonale le matin, puis au niveau du secteur des Trois frontières (Mulhouse, Bâle et Fribourg) l'après-midi. Parmi les intervenants, Dimitri Berli, responsable du trafic international des chemins de fer fédéraux suisses (SBB-CFF) devrait faire « une annonce importante, susceptible de bouleverser le droit du voyageur » (pour le mieux).

La crainte d'un « scénario catastrophe »

La Fnaut ne place pas par hasard la question des mobilités transnationales au cœur de son congrès 2024. « Plusieurs compagnies ferroviaires européennes entendent faire entrer davantage de trafic en France », prévient le délégué régional de la fédération, Florent Manri-

que. « Si jamais on n'investit pas en conséquence dans l'infrastructure, on va connaître une période de conflits entre le fret et les trains de voyageurs d'ici 2030. En Alsace, l'axe Bâle-Strasbourg est déjà proche de la saturation, alors que les Suisses entendent y développer le fret, dans le cadre du corridor européen nord-sud qui relie les ports allemands et hollandais aux italiens... Près de 95 % de ce fret passe actuellement côté allemand, en cours de conversion à deux fois deux voies. À notre sens, l'axe Bâle-Strasbourg, qui représente 50 000 à 55 000 usagers par jour, devrait lui aussi être doublé. »

Préoccupation similaire à propos du futur RER bâlois, dont la mise en service est attendue pour 2028 : « À partir de 2031, les TER actuels, les fameux TR200, ne pourront plus aller jusqu'à Bâle, car les Suisses vont changer la tension électrique de leur réseau. La Région a déjà commandé de nouvelles rames compatibles, mais elle ne les recevra pas avant 2033 »

La Fnaut craint un « scénario catastrophe », soit une rupture de charge longue de deux ans. « Comme on est en France, on va attendre le dernier moment pour agir, au lieu d'anticiper le problème », grince Florent Manrique. « À moins que Thibaud Philipps ne nous rassure... » Voilà qui tombe bien : le vice-président du Grand Est délégué aux transports figure parmi les intervenants annoncés de la deuxième table ronde de la journée.

● Emmanuel Delahaye

Conseil régional

Le Grand Est prépare son budget « dans le brouillard »

Les orientations budgétaires de la région Grand Est reposent sur des hypothèses financières qui dépendent d'une situation politique extrêmement volatile. L'exécutif vise une baisse de 5 % des dépenses de fonctionnement en 2025.

Les élus du conseil régional Grand Est étudiaient ce jeudi les orientations budgétaires 2025 préparées par l'exécutif, un préalable légal à l'examen du projet de budget qui aura lieu le mois prochain. Ce débat fait suite à des semaines d'annonces budgétaires aux contours aléatoires.

« On est un peu dans le brouillard, comme l'ensemble des collectivités locales », confesse Franck Leroy, le président centriste de la région. « Mais pas question de retarder notre cycle budgétaire, nos équipes ont travaillé d'arrache-pied pour élaborer un rapport d'orientations budgétaires qui prend en compte les éléments figurants dans le projet présenté par le gouvernement. » D'autres collectivités comme la Collectivité européenne d'Alsace ont préféré repousser au début d'année l'élaboration du budget prévisionnel.

Le projet gouvernemental consiste à demander aux collectivités de contribuer à l'effort national de rétablissement des comptes de l'État. « Nous ne sommes pas opposés à prendre notre part, mais dans

la proportion qui est celle des responsabilités qui sont les nôtres », a répété le président dans un hémicycle messin tout juste rénové. Selon son vice-président aux finances Marc Sebeyran, l'impact financier attendu pour la région est de 130 millions d'euros. Pour y faire face, les dépenses de fonctionnement sont annoncées en baisse de 5 %. L'exécutif assure qu'en dépit de cela, les fondamentaux du budget régional seront maintenus. Endettement stabilisé, autofinancement protégé et l'investissement maintenu à haut niveau.

Critiques croisées et décision modificative si nécessaire

C'est largement insatisfaisant pour le président du groupe du Rassemblement national, Laurent Jacobelli, qui a d'autres projets pour la collectivité. « L'idée n'est pas de demander toujours plus d'efforts fiscaux, mais de dégraisser le mammoth de cette région obèse, beaucoup trop chère ! Tiens, vous voulez une solution simple ? Retournons à nos trois régions et hop, l'affaire est faite ! »

L'opposante centriste Lara Million a défendu l'action du précédent gouvernement et les mesures qui ont conduit à l'endettement du pays, reprochant aux uns et aux autres de critiquer une stratégie qui a fait baisser le chômage et qui a ré-

industrialisé le pays ». Avant de reprocher à l'équipe de Franck Leroy de s'entêter à maintenir un cap alors que la situation devrait l'amener à revoir son action, estime-t-elle : « Nous devons nous adapter. En élu doit s'adapter avec les contraintes, car il est bon d'investir mais l'accompagnement humain est aussi un investissement sur le long terme. Vos orientations budgétaires doivent intégrer ce changement de cap, dépenser mieux, avec moins. Mais seul l'investissement est votre religion, votre Saint Graal. »

L'opposition de gauche a une tout autre lecture. Pour les écologistes, il s'agit d'orientations qui manquent d'ambition dans un contexte d'austérité budgétaire imposée par le gouvernement. Du côté des socialistes et des communistes, on accuse l'exécutif de tenir des propos

critiques mais de s'aligner tout de même sur le gouvernement. Bertrand Masson voit dans les orientations des non-remplacements de départs à la retraite des fonctionnaires et des baisses de subvention : « On attend que ce débat ait réellement lieu et qu'on ne se cache pas derrière des discours et des belles paroles. On attend que vous soyez au combat et que vous ne vous résigniez pas aux injonctions du gouvernement que vous soutenez... »

Le projet de budget 2025 sera soumis à l'examen de l'assemblée régionale le mois prochain, que le brouillard soit levé ou non. Quitte, a prévenu le vice-président délégué aux finances, à engager dès le début d'année, une décision budgétaire modificative pour corriger le tir si nécessaire.

● Olivier Claudon

Nouveaux bus pour la santé des femmes

La Région vient de lancer un appel à manifestation d'intérêt, d'un budget de 1,2 million d'euros, pour des projets de bus en lien avec la santé des femmes en zone rurale. Et ce sur le modèle du bus équipé d'un appareil de mammographie qui circule en Alsace depuis cet été. Selon la vice-présidente de la Région en charge de la santé, Nadège Hornbeck, une vingtaine de femmes ont été diagnostiquées avec un cancer depuis la mise en circulation de ce

véhicule. Un autre bus doit être mis en service dans le secteur de Saverne d'ici la fin de l'année. L'appel à manifestation d'intérêt ainsi lancé devrait permettre de mettre en service au moins deux autres bus, en Lorraine et Champagne-Ardenne, dédiés à la santé des femmes.

79 % des femmes en ruralité n'ont aucun suivi cardiovasculaire, 37 % n'ont aucun suivi gynécologique et 19 % n'ont pas de médecin traitant, toujours selon la Région.